

Une étude exhaustive et stratégique du secteur agricole/rural haïtien et des investissements publics requis pour son développement

Chapitre 13. Flux financiers publics et privés dans l'agriculture.

Thierry Giordano

Version finale - 29 juin 2016



Photos : Geert van Vliet

Le contenu de ce rapport n'engage pas nécessairement l'entité qui finance cette étude (Banque Interaméricaine de Développement) ni aucune autre organisation mentionnée. Ce rapport reste de l'entière responsabilité de ses auteurs.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	4
Problématique, question centrale, hypothèses.....	4
Méthode	6
Présentation des résultats et leur analyse	9
1 Les dépenses publiques.....	9
1.1 Evolution globale des dépenses publiques.....	9
1.2 Les programmes et projets.....	12
1.3 Quelle cohérence entre flux financiers et objectifs affichés ?	16
1.4 Que préfigure le budget 2015-2016 ?.....	18
2 Les financements de la coopération externe.....	20
3 Les financements privés	21
Implications pour l'action	26
Conclusions	27
Liste des personnes entrevues	29
Bibliographie	31

Introduction

Depuis plusieurs années, le gouvernement haïtien affiche, dans ses discours et différents plans de développement, l'agriculture comme « la » priorité, sinon le moteur de la relance de l'économie haïtienne. Dans ce contexte particulier, et compte tenu de l'intérêt des bailleurs pour ce secteur, surtout depuis la flambée des prix des produits alimentaires sur les marchés mondiaux – qui se sont traduits en Haïti comme dans de nombreux pays par des émeutes – les flux financiers en direction de ce secteur, leur évolution au cours du temps, constituent un premier élément dans l'analyse de la mobilisation des acteurs en faveur de l'agriculture.

Les flux financiers traduisent de manière concrète les priorités accordées par chaque financeur, qu'il soit public ou privé. Ils permettent d'analyser si les discours et annonces sont effectivement suivis d'une réorientation, voire une mobilisation additionnelle, de financement pour atteindre les objectifs énoncés. Certes, tout objectif de politique publique ne demande pas nécessairement des financements pour être atteint. Des modifications législatives, réglementaires, ou encore tarifaires et fiscales peuvent être également nécessaires. Mais leur objectif *in fine* se traduit toujours par une mobilisation de financements additionnels, quelle qu'en soit la source, pour initier le changement, voire accélérer le développement d'une entreprise, d'une filière ou d'une zone géographique. Ce sont ces flux financiers que nous cherchons ici à identifier, à mesurer et à répartir suivant les objectifs et les cibles qu'ils poursuivent.

La difficulté principale de l'analyse est que chaque flux financier est le résultat d'un arbitrage par chaque financeur entre la priorité qu'il accorde à l'objectif associé à ce flux financier, les fonds – souvent limités – dont il dispose, les besoins de financement globaux que cet objectif requiert pour être atteint, et l'efficacité/rentabilité escomptée de ce financement sur le court, moyen et long terme – efficacité qui dépend souvent de nombreux facteurs non directement liés à ce même financement. Décortiquer ces différentes composantes d'une décision d'investissement n'est pas l'objet de ce chapitre compte tenu de la multitude de flux identifiés. De même, nous ne cherchons en aucun cas à en évaluer l'efficacité ou les impacts, ce qui demanderait un travail très différent, mais simplement à les cartographier et les caractériser pour offrir aux acteurs du secteur une vision d'ensemble de ce que représente le financement de l'agriculture aujourd'hui en Haïti.

La section suivante présente la problématique, les questions centrales que nous nous posons et les hypothèses développées. La section suivante présente la méthode, et elle est suivie de plusieurs représentations cartographiques des flux financiers à destination du secteur agricole. Les deux dernières sections sont dédiées aux implications pour l'action et aux conclusions.

Problématique, question centrale, hypothèses

L'agriculture a – au cours des trois dernières décennies – été le parent pauvre des préoccupations des décideurs publics, et n'entraîne qu'à la marge dans les stratégies de développement des pays, comme dans les stratégies d'aide des bailleurs. Depuis une dizaine d'années, de nombreux travaux ont cherché à repositionner l'agriculture au cœur du processus de développement. Ce regain d'intérêt pour ce secteur longtemps délaissé se traduit par un réinvestissement des acteurs publics dans le développement de l'agriculture, accompagné ou accompagnant un intérêt grandissant de la part du secteur privé. Mais l'objectif affiché reste souvent le même pour tous les pays en développement : reproduire la transformation structurelle de leur économie sur le modèle des transitions économiques des pays développés et émergents, assurant le passage d'une économie tournée d'abord vers l'agriculture, puis vers l'industrie, et enfin les services. Si cette convergence est historiquement démontrée (Timmer & Akkus, 2008), elle ne semble pas être enclenchée, notamment en Afrique (McMillan & Headey, 2014). La structure même des économies et des sociétés en développement

(part importante de l'agriculture dans le PIB et l'emploi, transition démographique inachevée) comme le contexte international (ouverture commerciale, pression sur les ressources naturelles, changement climatique), plaident pour un autre type de transition où l'agriculture continuera à jouer longtemps un rôle prépondérant. Ce constat semble à présent clairement établi pour le continent Africain (OECD, 2015).

En Haïti, la problématique est exactement la même : transition démographique en cours mais inachevée, rôle prépondérant de l'agriculture dans l'emploi et le PIB, faible industrialisation, forte pression sur les ressources naturelles, etc. L'agriculture continue et va continuer de jouer un rôle majeur dans le processus de développement, même s'il reste difficile aujourd'hui d'exprimer lequel, ou de déterminer quel rôle elle va jouer dans un chemin de croissance qui reste à inventer. Mais elle ne pourra continuer à le faire qu'en étant l'objet de toutes les attentions. L'une d'elles est la mobilisation des ressources nécessaires à sa croissance, qu'elles soient publiques ou privées. Les imperfections de marché et le niveau élevé de pauvreté en milieu rural sont deux justifications que mettent en avant les théoriciens néoclassiques pour soutenir l'investissement public dans le secteur agricole ou dans des activités extra-agricoles qui permettent de la soutenir. Au-delà de ce cadre théorique, d'autres raisons peuvent être avancées qui relèvent davantage de choix de société, mais qui s'avèrent d'autant plus acceptables que le pays est capable de les supporter sans aide extérieure. L'objectif in fine est de favoriser l'investissement privé qui doit permettre le développement du secteur. Dès lors, comprendre le financement de l'agriculture devient un instrument clé pour les pouvoirs publics, permettant de stimuler la croissance rurale, d'améliorer la sécurité alimentaire des citoyens, et de réduire la pauvreté dans les campagnes.

Cette analyse des financements agricoles est d'autant plus importante que l'Etat haïtien est particulièrement mal évalué. Les indicateurs de gouvernance sont parmi les plus bas au monde (WEF, 2014), même si des efforts récents ont été entrepris pour les améliorer, pour rationaliser le processus de dépenses publiques et ainsi en augmenter l'efficacité. Face à cette faiblesse de l'Etat, les bailleurs de fonds internationaux et bilatéraux privilégient l'approche projet au détriment de l'aide budgétaire ou de toute autre modalité innovante, sans forcément s'engager suffisamment dans des efforts de coordination qu'une telle approche requiert pour aboutir à des actions concertées, complémentaires et intégrées. Quant aux financements privés, face à la quasi-absence d'investisseurs de moyenne ou grande taille, ils sont essentiellement le fait des ménages ruraux, à partir de leurs ressources propres mais limitées : ils n'ont pas vraiment les moyens d'engager des dépenses répondant à l'ampleur de leurs besoins pour faire prospérer leur exploitation. Dans de telles conditions, quel regard porter sur les flux financiers publics et privés quant à la manière dont ils orientent le développement des secteurs agricole et rural en Haïti?

Le premier objectif de ce chapitre est d'identifier les dépenses publiques, et de mettre en évidence d'éventuels biais en faveur ou non du secteur agricole, et de voir dans quelle mesure les dépenses publiques correspondent aux objectifs politiques affichés pour ce secteur. Nous formulons ici l'hypothèse que face à l'ampleur des besoins, et malgré les objectifs affichés par le gouvernement haïtien, les financements publics n'y répondent qu'imparfaitement et le secteur agricole souffre de sous-investissements.

Un second objectif concerne les bailleurs de fonds qui sont une source importante de financement de l'agriculture, qu'ils soient bi- ou multilatéraux. Si certains apportent un appui direct à l'Etat haïtien, la plupart choisissent d'intervenir sous forme de programmes ou de projets mis en œuvre par différents opérateurs. Chaque bailleur tend à privilégier certaines composantes du développement agricole, certaines filières ou zones géographiques, et en laisser d'autres de côté. Les priorités mises en avant par chacun devraient en toute logique et conformément à la Déclaration de Paris (2005) répondre aux besoins identifiés par l'Etat récipiendaire, et s'aligner sur ses priorités. Néanmoins, nous formulons ici l'hypothèse que la faiblesse de l'Etat haïtien couplé à la dynamique propre des bailleurs, conduit à un manque d'intégration et de cohérence dans le temps des actions des bailleurs, ce qui compromet l'efficacité de leurs engagements. L'adoption récente par les Nations Unies des objectifs du

développement durable (ODD), construits comme un ensemble d'objectifs interdépendants et indissociables (Le Blanc, 2015), va conduire les bailleurs à modifier à la fois leurs pratiques d'action et leurs méthodes de suivi et évaluation, pourrait devenir un élément favorable à la coordination multisectorielle des interventions tant entre bailleurs qu'à l'intérieur d'un même organisme.

Enfin, un troisième objectif s'intéresse au secteur privé, compris comme un continuum entre les petits exploitants agricoles familiaux et les grands entrepreneurs industriels producteurs ou situés en amont et en aval de la production. Ces acteurs disposent de leurs propres logiques et objectifs de rentabilité, et ne répondent par conséquent aux différents signaux envoyés par les pouvoirs publics que lorsqu'ils en perçoivent l'utilité. Nous faisons l'hypothèse que la visibilité des actions conduites par les pouvoirs publics ne semble pas créer les incitations suffisantes à l'expansion des investissements privés.

Ce travail cherche donc à comprendre le financement de l'agriculture en Haïti, à mettre en évidence des logiques et des tendances, et à déterminer s'il existe une cohérence entre objectifs affichés – qu'ils soient nationaux, régionaux ou continentaux – et flux financiers, quelle qu'en soit la nature, et quels que soient les acteurs concernés.

Méthode

Les études qui s'intéressent aux dépenses publiques en direction du secteur agricole mettent l'accent sur l'importance de considérer l'hétérogénéité de ces financements et leurs impacts effectifs très différents. Notamment, certains financements peuvent stimuler l'investissement privé, alors que d'autres au contraire peuvent les remplacer, voire les décourager (Mogues, Yu, Fan, & McBride, 2012).

L'analyse du financement de l'agriculture est un sujet extrêmement délicat pour plusieurs raisons. La première relève de la pluralité des acteurs intervenant dans le financement de l'agriculture :

- En premier lieu, il convient de mentionner les financements publics. Le gouvernement accompagne le développement du secteur à la fois pour répondre aux défaillances de marché et pour réduire la pauvreté et les inégalités au travers d'un budget agricole alloué au Ministère de l'agriculture (MARNDP). Autre source de financement public, les dons ou prêts concessionnels accordés par les bailleurs de fonds soit directement au gouvernement (aide budgétaire, sectorielle ou non), soit par le financement de programmes et de projets plus ou moins ciblés par objectif, secteur ou région géographique.
- Parmi les sources de financement privé, il faut distinguer celles provenant des exploitations agricoles, qu'elles soient de petite, moyenne ou grande taille, qu'elles relèvent de l'agriculture entrepreneuriale, patronale, ou familiale (Bélières et al., 2014), de celles provenant des agro-industriels intervenant en amont ou en aval de la production, et enfin de celles provenant des fondations privées, ONG et autres initiatives innovantes qui mixent différentes sources de financement. Afin de répondre à cette difficulté, le choix a été fait de se focaliser sur l'origine des fonds, sans se référer à leur mise en œuvre qui peut être opérée par des acteurs publics ou privés.

La seconde raison est liée à la difficulté à définir précisément ce que l'on entend par flux financier vers l'agriculture. Il existe de nombreux débats relatifs à la comptabilisation des dépenses publiques agricoles (Curtis & Adama, 2013), notamment sur l'inclusion des dépenses non strictement agricoles mais indispensables au développement du secteur (infrastructures, santé, éducation, etc.), des dépenses de protection sociale dont bénéficient parfois les ménages ruraux agricoles, ou encore le financement de la protection des ressources naturelles. De plus, certains secteurs tels la pêche ou la sylviculture peuvent être considérés – ou non – comme des activités agricoles. Dans cette étude, nous avons fait le choix simplificateur de ne considérer que le flux financiers directement dédiés à l'agriculture, aussi

bien en amont qu'en aval de la production, mais de ne pas inclure les flux financiers destinés à d'autres secteurs qui permettent de soutenir l'ensemble des activités économiques en milieu rural, dont l'agriculture, comme sont par exemple les infrastructures routières, l'accès à l'éducation et à la santé, ou encore la protection des ressources naturelles. En revanche, nous avons inclus la pêche et la sylviculture dans nos mesures.

La troisième raison relève de la difficulté à classer ou organiser les différents types de financement. Plusieurs classifications existent cherchant à comparer les dynamiques de financement de l'agriculture entre pays et/ou dans le temps. La FAO les classe suivant les objectifs poursuivis par les différentes mesures de politique publique (FAO, 2013). Si cette classification est particulièrement pertinente, elle demande un très grand degré d'informations quant au contenu des politiques, puisqu'elle identifie 28 catégories de financement différentes. Un tel niveau d'information n'est pas directement disponible en Haïti, et demanderait une collecte d'information qui dépasse largement le cadre de ce travail. De plus, cette classification s'avère difficile à mettre en œuvre lorsque le budget de l'Etat est essentiellement constitué de programmes et de projets, comme ceci est le cas en Haïti. La Banque mondiale a développé une méthode plus générale d'analyse des dépenses publiques, mais qui se focalise essentiellement sur les questions à se poser sans entrer dans les détails d'une classification (World Bank, 2011). Le comité d'aide au développement de l'OCDE propose, lui, une classification de l'aide agricole en 18 catégories. Le Module de gestion de l'aide extérieure (MGAE) a été développé depuis 2009 au sein du Ministère du plan haïtien (MPCE) pour regrouper les déclarations d'aide de tous les donateurs bi- et multilatéraux. C'est cette classification que nous avons utilisée, car elle constitue une base de travail intéressante en raison de l'importance des bailleurs de fonds dans le financement de l'agriculture en Haïti. Nous y avons toutefois apporté quelques modifications, comme indiqué sur la « non spécifiée » a été ajoutée.

Figure 1 afin de :

- clarifier les termes utilisés et les rendre plus facilement compréhensibles dans notre analyse,
- tenir compte de la décomposition par filière, ce qui permet de regrouper certains secteurs,
- d'éliminer des catégories qui ne sont pas utilisées ou applicables en Haïti,
- ajouter la pêche et la sylviculture ainsi que les industries en amont et en aval de la production,
- ajouter une dernière catégorie qui regroupe les lignes budgétaires ou les projets pour lesquels les objectifs sont multiples sans qu'il soit possible de déterminer l'allocation financière pour chacun d'entre eux, d'identifier ceux pour lesquels les objectifs sont spécifiques mais ne rentrent pas dans la classification établie, et ceux pour lesquels les objectifs ne sont pas clairs ou non mentionnés.

Cette classification des flux financiers par objectif permet d'établir un premier niveau d'analyse. Nous considérons ensuite deux autres niveaux d'analyse :

- les filières : certaines filières peuvent faire l'objet d'une attention particulière qui se traduit par un ciblage direct de financement à leur endroit. Nous avons analysé chaque ligne budgétaire et chaque projet soutenu par des financements publics ou privés, et retenu les filières qui étaient mentionnées.
- Les zones géographiques : certaines zones géographiques peuvent faire l'objet d'une attention particulière qui se traduirait par un ciblage direct de financement à leur endroit. Nous avons retenu le niveau départemental pour agréger les données.

Ainsi, afin de conserver une certaine finesse d'analyse tout en recherchant une vision d'ensemble qui permette d'identifier de grandes tendances, 12 catégories d'objectifs, 9 filières ainsi que les 10 départements haïtiens auxquels s'ajoute le niveau national, ont été conservés. Pour chaque critère, une catégorie « non spécifiée » a été ajoutée.

Figure 1 : Classification des objectifs des financements vers l'agriculture.

Code OCDE	Intitulés des objectifs	Description	Intitulés des objectifs utilisés dans cette étude
31110	Politique agricole et gestion administrative	Politique agricole, planification et programmes ; aide aux ministères de l'agriculture ; renforcement des capacités institutionnelles et conseils ; activités d'agriculture non spécifiées.	Politique agricole et gestion administrative
31120	Développement agricole	Projets intégrés ; développement d'exploitations agricoles.	Projets intégrés
31130	Ressources en terres cultivables	Y compris la lutte contre la dégradation des sols ; amélioration des sols ; drainage des zones inondées ; dessalage des sols ; études des terrains agricoles ; remise en état des sols ; lutte contre l'érosion, lutte contre la désertification.	Autres services agricoles
31140	Ressources en eau à usage agricole	Irrigation, réservoirs, structures hydrauliques, exploitation de nappes phréatiques.	Irrigation et gestion de l'eau
31150	Produits à usage agricole	Approvisionnement en semences, engrais, matériel et outillage agricoles.	Intrants, semences et mécanisation
31161	Production agricole	Y compris céréales (froment, riz, orge, maïs, seigle, avoine, millet, sorgho) ; horticulture ; légumes ; fruits et baies ; autres cultures annuelles et pluriannuelles. [Utiliser le code 32161 pour les agro-industries.]	Soutien à la production
31162	Production industrielle de récoltes/récoltes destinées à l'exportation	Y compris sucre ; café, cacao, thé ; oléagineux, graines, noix, amandes ; fibres ; tabac ; caoutchouc. [Utiliser le code 32161 pour les agro-industries.]	Soutien à la production
31163	Bétail	Toutes formes d'élevage ; aliments pour animaux.	Soutien à la production
31164	Réforme agraire	Y compris ajustement structurel dans le secteur agricole.	Foncier
31165	Développement agricole alternatif	Projets afin de réduire les cultures illicites (drogue) à travers d'autres opportunités de marketing et production agricoles (voir code 43050 pour développement alternatif non agricole).	<i>Non Utilisé</i>
31166	Vulgarisation agricole	Formation agricole non formelle.	Education et vulgarisation
31181	Éducation et formation dans le domaine agricole		Education et vulgarisation
31182	Recherche agronomique	Étude des espèces végétales, physiologie, ressources génétiques, écologie, taxonomie, lutte contre les maladies, biotechnologie agricole ; y compris recherche vétérinaire (dans les domaines génétiques et sanitaires, nutrition, physiologie).	Recherche
31191	Services agricoles	Organisation et politiques des marchés ; transport et stockage ; établissements de réserves stratégiques.	Commercialisation et stockage
31192	Protection des plantes et des récoltes, lutte antiacridienne	Y compris la protection intégrée des plantes, les activités de protection biologique des plantes, la fourniture et la gestion de substances agrochimiques, l'approvisionnement en pesticides ; politique et législation de la protection des plantes.	Intrants, semences et mécanisation
31193	Services financiers agricoles	Intermédiaires financiers du secteur agricole, y compris les plans de crédit ; assurance récoltes.	Services financiers
31194	Coopératives agricoles	Y compris les organisations d'agriculteurs.	Appui aux associations
31195	Services vétérinaires (bétail)	Santé des animaux, ressources génétiques et nutritives	Autres services agricoles
52010	Programme de sécurité et d'aide alimentaire	Fourniture nationale ou internationale de produits alimentaires y compris frais de transport ; paiements comptants pour la fourniture de produits alimentaires ; projets d'aide alimentaire et aide alimentaire destinée à la vente quand le secteur bénéficiaire ne peut être précisé ; à l'exclusion de l'aide alimentaire d'urgence	Sécurité alimentaire
32161	Agro-industries	Industries alimentaires de base, abattoirs et équipements nécessaires, industrie laitière et conserves de viande et de poisson, industries des corps gras, sucreries, production de boissons, tabac, production d'aliments pour animaux.	Agro-industries
32162	Industries forestières	Industrie et travail du bois, production de papier et pâte à papier.	Agro-industries
			Multiples, autres ou non spécifiés

Source : OCDE (2014) et auteur.

Cette analyse des flux financiers vers l'agriculture est ensuite présentée sous forme d'un diagramme de Sankey¹, ce qui permet une visualisation de la répartition de l'ensemble des flux financiers. Pour les dépenses publiques, les données sont présentées en moyenne annuelle sur deux périodes de 4 années, 2006-2010 et 2010-2014 afin d'appréhender leur évolution dans le temps. Pour les flux financiers provenant des donateurs, seule la seconde période est utilisée, les données n'étant disponibles qu'à partir de 2009.

Cette classification par objectifs, filières et régions est pertinente analytiquement, mais elle est nécessairement réductrice en raison de la qualité des données utilisées. En effet, beaucoup de projets ont des objectifs multiples et ciblent plusieurs filières, parfois plusieurs régions. Il a donc fallu faire des choix de répartition qui pourraient parfois biaiser l'analyse, et appellent de ce fait à une certaine prudence quant aux conclusions à en tirer.

Présentation des résultats et leur analyse

1 Les dépenses publiques

1.1 Evolution globale des dépenses publiques

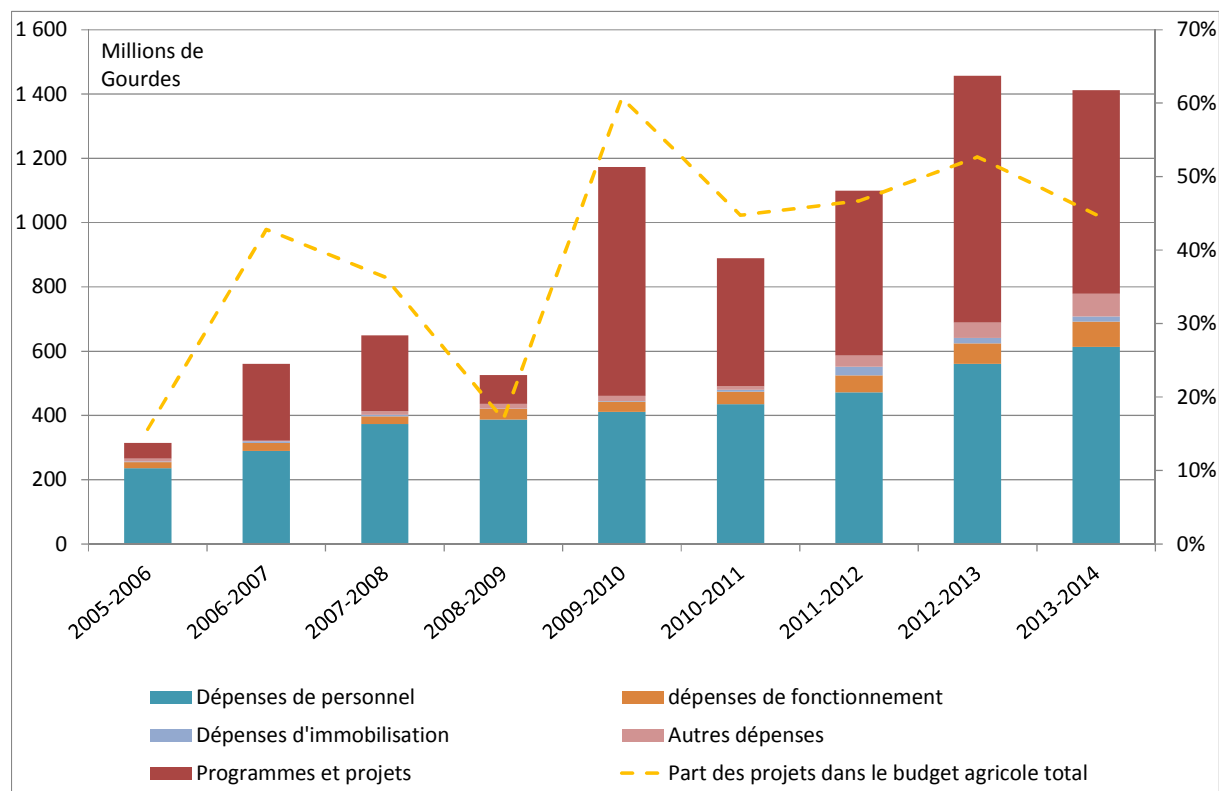
Sont ici analysées les exécutions budgétaires du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR). Elles se décomposent en deux grandes catégories : les dépenses liées aux activités du ministère en tant que telles et celles liées au financement de programmes et de projets. La grande majorité des programmes et projets inclus dans le budget du MARNDR sont cofinancés : une partie est financée directement sur le budget de l'état, l'autre l'est grâce à des financements externes qui correspondent aux engagements des bailleurs. Cette seconde source de financements, même si elle est comptabilisée dans le budget de l'Etat, ne fait pas partie de l'analyse développée dans cette section ; elle fait partie intégrante de la section 2.

Sur la période considérée allant de 2005 à 2014, les dépenses budgétaires réalisées sont en forte augmentation en valeur nominale (Figure 2 et Figure 3) : elles passent de 300 à 1400 millions de Gourdes. Cette évolution globale est le résultat de changements dans deux composantes majeures du budget. La première composante a trait aux projets et programmes. S'il existe une tendance de fond d'une augmentation de cette ligne budgétaire puisqu'elle ne représentait qu'un peu moins de 28% du budget du ministère en moyenne sur la période 2005-2009 pour s'élever à 47% en moyenne sur les 4 derniers exercices budgétaires, cette tendance est marquée par de très fortes variations annuelles. La seconde composante concerne des dépenses de personnel qui de fait semblent accompagner cette hausse des programmes et projets. Si elles augmentent en moyenne de 13% sur la période, cette hausse se concrétise en deux phases : une première hausse de 29% intervient en 2007-2008 avant que s'installe une stabilisation jusqu'en 2010-11, puis une seconde phase de hausse débute en 2011-12 et s'installe sur les deux exercices suivants. La première hausse des projets et programmes intervient après les élections de 2006 qui relancent l'espoir d'une stabilisation politique, et qui dans la foulée va conduire à la révision du cadre de coopération intérimaire de 2004 au cours de laquelle sera fait le constat que l'agriculture a été un secteur particulièrement délaissé.² La seconde hausse intervient après le séisme et surtout les élections de 2011.

¹ Type de diagramme de flux, dans lequel la largeur des flèches est proportionnelle au flux représenté.

² <http://www.alterpresse.org/spip.php?article4941#.Vkhnl6LX-k>

Figure 2 : Dépenses budgétaires réalisées par le MARNDR (2005-2014).



Source : Direction du Trésor.

Figure 3 : Statistiques descriptives des dépenses du MARNDR.

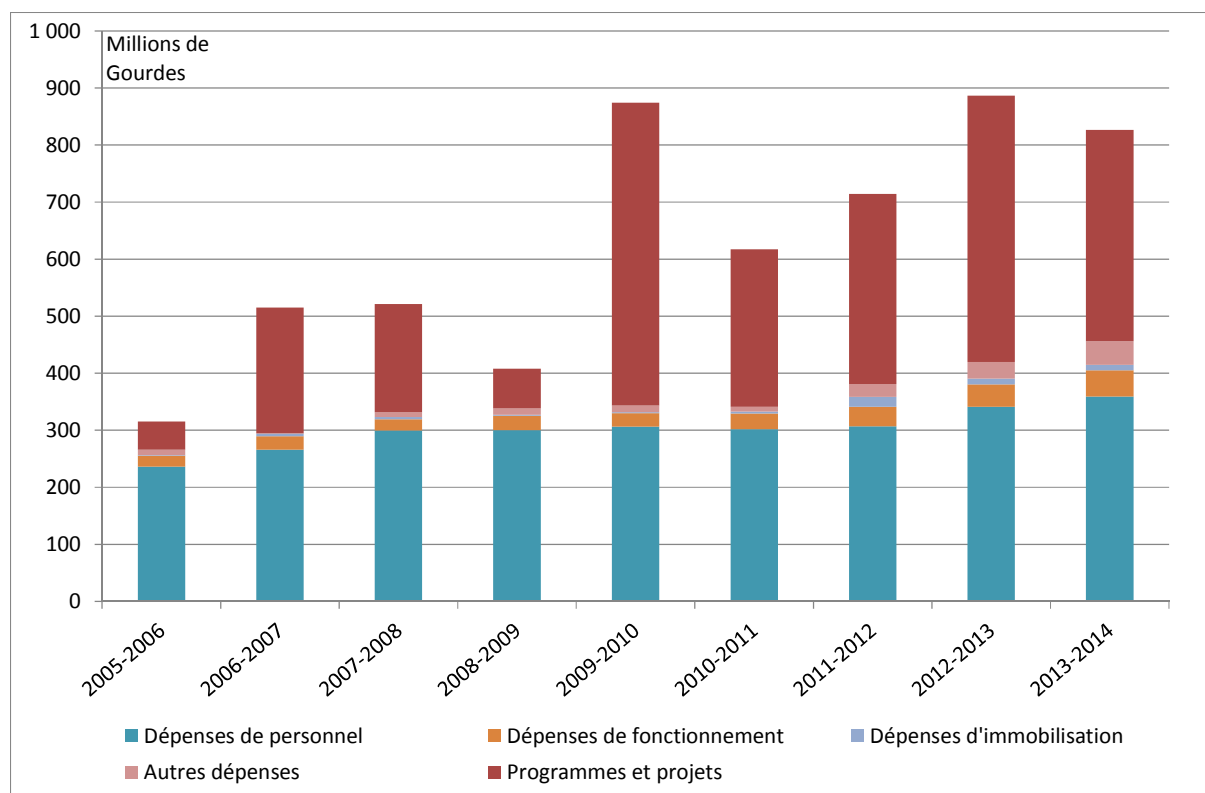
Dépenses MARNDR	Taux de croissance minimum		Taux de croissance maximum		Taux de croissance annuel moyen
	Valeur	Année	Valeur	Année	
Programmes et projets	-62%	2008-2009	698%	2006-2007	38%
Dépenses de personnel	4%	2008-2009	29%	2007-2008	13%
Dépenses de fonctionnement	-5%	2007-2008	34%	2008-2009	19%
Dépenses d'immobilisation	-62%	2008-2009	408%	2011-2012	41%
Autres dépenses	-92%	2006-2007	1292%	2007-2008	29%
Total	-58%	2007-2008	146%	2008-2009	4%

Source : Direction du Trésor.

Bien que significative, cette augmentation du budget réalisé dédié à l'agriculture doit être nuancée pour trois raisons. La première raison est que, ramenée en valeur réelle, elle s'avère bien moindre : le budget n'est pas multiplié par 4 mais par deux (Figure 4). Le budget de fonctionnement augmente légèrement, et l'essentielle de la hausse est imputable principalement aux programmes et projets. Une telle évolution est gage d'une amélioration de l'efficacité des dépenses agricoles puisque la part budgétaire allouée aux projets et programmes est une proxy assez fiable des investissements réalisés par le ministère (Damais, 2007). La seconde raison concerne la part des dépenses agricoles dans le budget total de l'état (Figure 5). En augmentation constante depuis 2005, cette part peine à dépasser les 4,5%, ce qui reste faible. Il n'existe pas de recommandation officielle quant à la part de son budget qu'un pays en développement doit consacrer à l'agriculture, et la seule référence aujourd'hui reste

l'objectif de 10% décidé par les Chefs d'Etat africains à Maputo en 2003. Haïti se trouve très en dessous de cette référence sur la période 2005-2014, mais s'en approche considérablement pour le budget prévisionnel 2015-2016 comme nous le verrons plus loin. Enfin, la troisième raison est l'intensité des dépenses agricoles, représentée par la part des dépenses publiques dans l'agriculture rapportée au PIB agricole. Cette intensité s'élevait en 2007, en moyenne sur le continent latino-américain à 4,7% contre 8% pour l'ensemble du monde, et plus de 20% dans les pays développés (Mogues et al., 2012). Haïti se trouvait significativement en dessous, à tout juste 1%, et n'a depuis que peu progressé pour atteindre un peu plus de 1,5%. Cette faiblesse de l'intensité des dépenses traduit à la fois la résilience du secteur agricole en l'absence de soutien suffisant, et la faiblesse des moyens du gouvernement pour soutenir une composante importante de son PIB, dont le potentiel de développement est pourtant jugé réel (MARNDP, 2013).

Figure 4 : Evolution du budget du MARNDP (en valeurs réelle, base 100 = 2005-2006)



Source: Direction du Trésor.

Figure 5 : Part du budget du MARNDP dans le budget de l'Etat et intensité des dépenses.

	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Part du budget agricole dans le budget de l'Etat	1,74%	2,97%	2,87%	2,01%	4,87%	3,45%	4,67%	4,21%	3,89%
Part du budget agricole dans le PIB agricole	0,63%	1,01%	1,13%	0,83%	1,77%	1,26%	1,50%	1,79%	1,69%

Source: Direction du Trésor.

Dernier élément à prendre en compte ici : l'exécution budgétaire. Nous avons traité jusqu'à présent uniquement du budget réalisé. En fait, l'allocation budgétaire prévisionnelle est souvent supérieure au réalisé, et les ministères peuvent avoir plus ou moins de difficultés à décaisser les fonds qui leur sont alloués. Pour le MARNDP, l'exécution budgétaire s'est normalisée pour ce qui est du budget de

fonctionnement avec des taux de réalisation qui avoisinent les 100% (Figure 6). En revanche, pour les programmes et projets, les taux de décaissement sont en forte baisse ces dernières années. Ceci peut être synonyme d'une rationalisation des dépenses qui incite à mieux dépenser quitte à repousser certains programmes. Mais comme cette baisse s'inscrit dans une tendance haussière du budget alloué aux programmes et projets, il est également fort probable que le MARNDR souffre d'un manque de capacité pour absorber ces allocations supplémentaires : le manque de capacités dans la mise en œuvre des programmes prévus devient alors un véritable frein au rôle catalyseur que devrait jouer l'Etat dans le développement du secteur. Ceci est à renvoyer aux faiblesses du système éducatif et à au manque d'efficacité de l'Etat tels que mis en évidence dans le Chapitre 2. Il en résulte un paradoxe souvent rencontré dans les pays en développement et auquel Haïti ne semble pas échapper : les besoins de financement sont immenses, mais les budgets alloués ne sont pas dépensés, et quand ils le sont, ils ne le sont pas nécessairement dans les meilleures conditions.

Figure 6 : Taux de réalisation du budget de fonctionnement et taux de décaissement sur programmes et projets.

	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Taux de réalisation sur budget de fonctionnement	72%	86%	37%	90%	94%	86%	95%	97%	100%
Taux de décaissement sur programmes et projets	71%	92%	100%	78%	92%	91%	74%	61%	66%

Source: Direction du Trésor.

1.2 Les programmes et projets

Alors que le budget de fonctionnement varie peu d'une année à l'autre du fait même de sa nature, le budget lié aux programmes et aux projets devient le révélateur de l'action de l'Etat, et donc de ses priorités. Entre 2004 et 2014, 113 programmes et projets ont été financés ou cofinancés par le MARNDR. Les flux financiers sont répartis suivant trois critères : le ou les objectifs des projets et programmes lorsque ceux-ci sont identifiés et des flux financiers alloués ; les filières qu'ils cherchent à soutenir ; et les zones géographiques qui sont ciblées, si tel est le cas. Enfin, de manière à capter un début de dynamique, deux périodes de 4 exercices budgétaires ont été définies : 2006-2010 et 2010-2014. Les montants des projets étant fortement variables d'une année à l'autre, effectuer une moyenne sur 4 exercices budgétaires permet de s'affranchir de fluctuations annuelles perturbatrices tout en conservant une dimension temporelle.

La Figure 7 présente les filières dominantes suivant différentes classifications : le budget alloué par le MARNDR à certaines filières, l'aide projet allouée par les bailleurs à chaque filière, telle que déclaré auprès du MPCE/MGAE, la valeur de la production, des exportations et des importations, et le rôle que ces filières jouent dans le régime alimentaire des Haïtiens. Le Chapitre 6 offre une analyse détaillée des quatre dernières dimensions ; nous ne revenons donc pas dessus. Cette comparaison ne permet pas de mettre en évidence une stratégie dominante de la part du gouvernement ou des bailleurs. Le manque de précision des données – les soutiens financiers aux filières sont biaisés par le fait que nombres de projets et programmes ne font pas clairement apparaître les filières, ou ne sont pas organisés par filière – et peut être l'absence de stratégie claire et stable dans le temps – ce qui traduirait un réel problème d'engagement – ne le permettent pas. Une telle hétérogénéité est perturbante dans la mesure où les ressources publiques limitées pourraient dans une certaine mesure chercher soit à accompagner les productions d'exportation soit à satisfaire la demande locale aujourd'hui en grande partie importée. Ceci pourrait changer à l'avenir avec une référence claire faite au principe de substitution aux importations comme mentionné dans le dernier budget prévisionnel du Ministère de l'agriculture (MARNDR, 2015a).

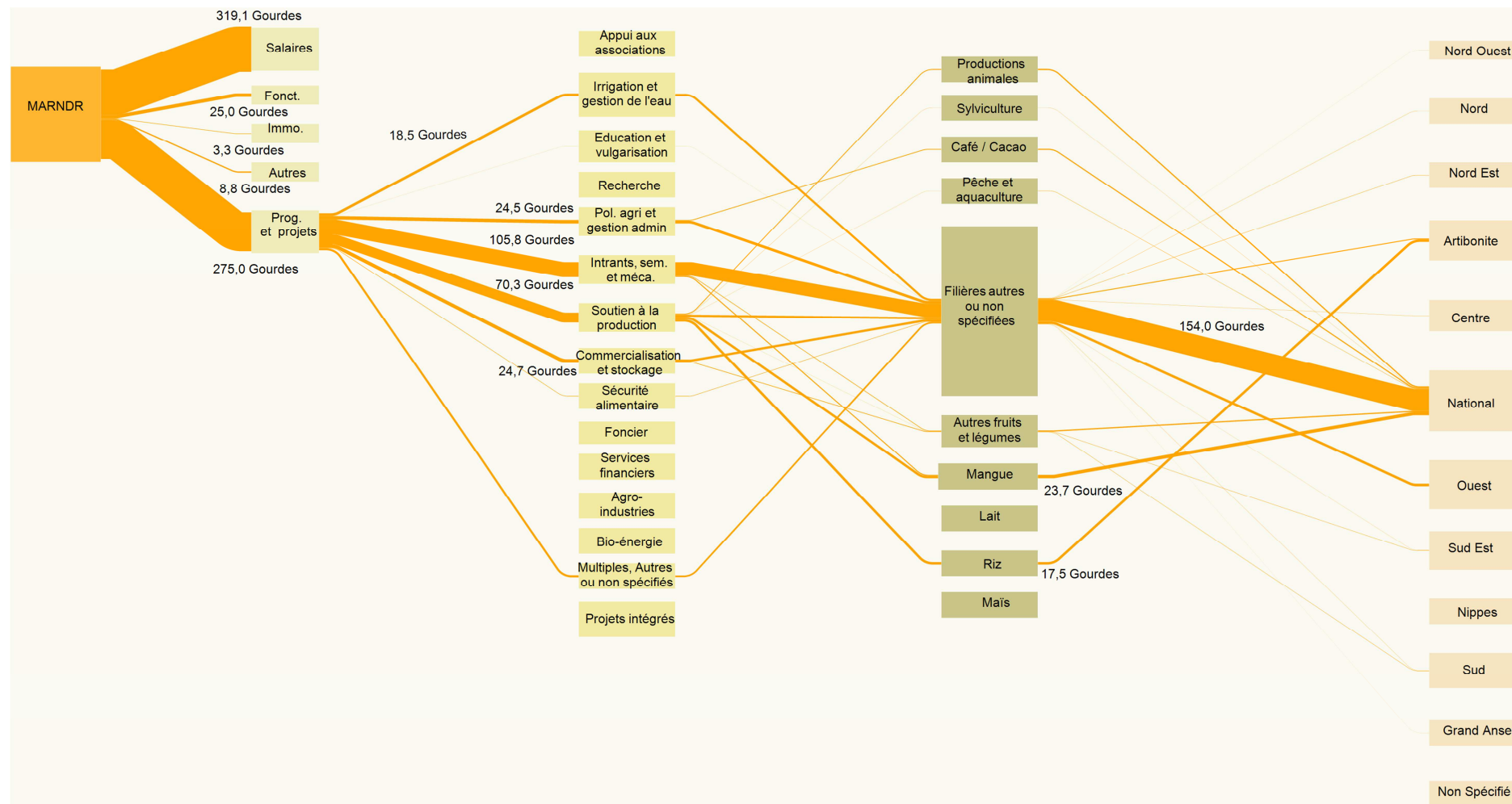
Figure 7 : Classement des filières, ordre décroissant de montant alloué ou de valeur monétaire.

Filières retenues par le MARNDR (2006-2010)	Filières retenues par le MARNDR (2010-2014)	Filières retenues par les donateurs (2010-2014)	Principales filières d'exportation (valeur)	Principales filières d'importation (valeur)	Principales filières de consommation (kcal/hab)	Principales filières de production (valeur)
Autres filières ou non spécifiées	Autres filières ou non spécifiées	Autres filières ou non spécifiées	Huile essentielles (Vetiver)	Riz	Riz	Figue-Banane et Banane-Plantain
Mague	Mague	Riz	Mangues	Sucre (cristal et glace)	Mais	Haricots (Beurre, Blanc, Noir, Rouge...)
Riz	Production animale	Autres fruits et légumes	Cacao	Farine blé	Sucre	Elevage - Bovins
Café/cacao	Autres fruits et légumes	Lait	Crustacées et mollusques	Morceaux de poulets	Blé	Maïs
Autres fruits et légumes	Café/cacao	Production animale	Café	Huile de Palme	soja	Elevage - Porcins
Production animale	Riz	Sylviculture	Cuir et dérivé cuir	Lait concentré	Patate douce	Ignames
Pêche et aquaculture	Sylviculture	Café/cacao	Rhum	Huile de soja	Légumineuses	Patates
Banane	Pêche et aquaculture	Pêche et aquaculture		"Bonbons" (biscuits, gâteaux, chips)*	Huile de palme	Riz
Sylviculture		Mague		Autres aliments préparés	Légumineuses	Charbon de bois et bois combustible
		Maïs		Farine et pellets pour alimentation animale	Ignam	Elevage - Caprins

Source: Direction du Trésor, FAOSTAT, RGA, <https://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/hti/>

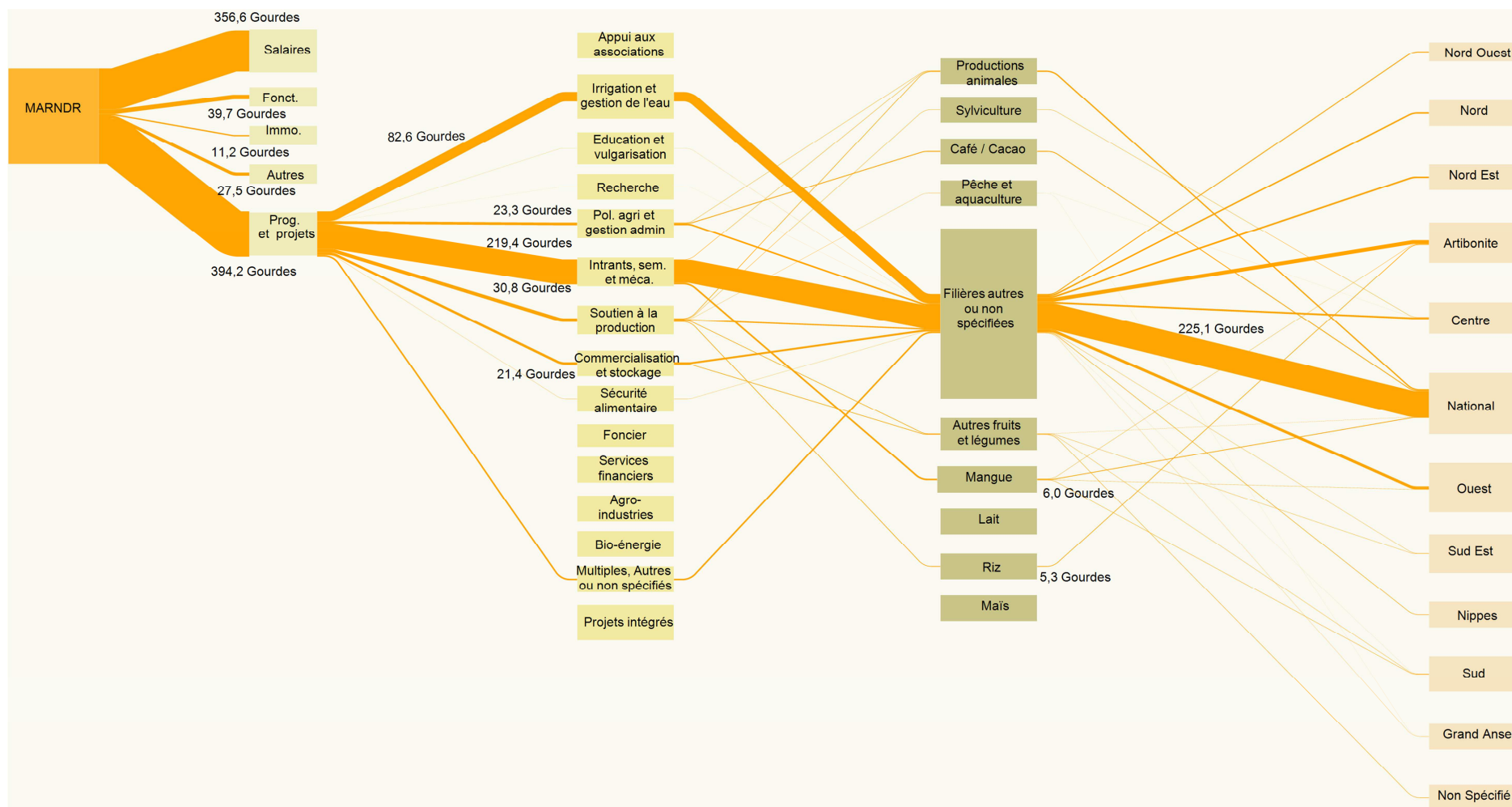
La Figure 8 et la Figure 9 présentent la répartition des flux financiers provenant du MARNDR pour les deux périodes considérées, 2006-2010 et 2010-2014, en valeurs réelles. Plusieurs remarques peuvent être faites tout en conservant à l'esprit que le manque de précision des données peut introduire des biais importants dans l'analyse. Premièrement, les programmes et projets semblent essentiellement des programmes nationaux : une très faible proportion est géographiquement ciblée. Et lorsqu'ils le sont, ce sont les départements de l'Artibonite et de l'Ouest qui en bénéficient. Cette configuration semble toutefois s'atténuer avec une répartition géographique des financements plus homogène dans la période 2010-2014. Ensuite, au-delà de l'augmentation des financements dédiés aux programmes et aux projets mentionnée plus haut, il semble qu'il y ait une réorientation des objectifs des projets entre les deux périodes. Relativement dispersés en 2006-2010, les financements se concentrent plus particulièrement sur deux grands objectifs en 2010-2014 : l'irrigation et la gestion de l'eau (bassins versants), ainsi que la fourniture d'intrants. Enfin, les projets sont rarement ciblés sur une filière spécifique, à l'exception de la mangue et du riz sur la période 2006-2010. Ce ciblage semble s'estomper pour la mangue, comme pour le riz en 2010-2014. Toutefois, les montants importants toujours alloués à l'Artibonite, principale zone de production rizicole, commandent ici une certaine réserve. Le descriptif des projets dont nous disposons n'est pas assez précis pour préciser ces orientations et de plus amples collectes d'information sont nécessaires pour valider ces points.

Figure 8 : Flux financiers publics (MARNDR) à l'agriculture (2006-2010) en millions de HTG – Valeurs réelles, Base 100 = 2006.



Source : Direction du Trésor.

Figure 9 : Flux financiers publics (MARNDR) à l'agriculture (2010-2014) en millions de HTG – Valeurs réelles, Base 100 = 2006.



Source : Direction du Trésor.

1.3 Quelle cohérence entre flux financiers et objectifs affichés ?

De multiples plans de développement du secteur agricole ont jalonné l'histoire haïtienne et la période récente ne déroge pas à cette règle. Depuis 2010, sous l'effet notamment du séisme qui a fortement modifié le contexte d'intervention de l'Etat, plusieurs plans ont été définis dont la politique de développement agricole 2010-2025 (2010), le plan national de d'investissement agricole ou PNIA (2010), le plan stratégique de développement d'Haïti (PSDH) qui comprend un programme agricole couplé à un plan triennal d'investissement 2012-2015 (2012) et le plan triennal de relance agricole 2013-2016 ou PTR (2013). Compte tenu des périodes que nous avons définies pour étudier les flux financiers en direction de l'agriculture (2006-2010 et 2010-2014), il nous paraît cohérent d'utiliser le PNIA comme premier élément de comparaison puisque notre second diagramme de Sankey (Figure 9) correspond aux quatre premières années du PNIA qui en compte 6. Toutefois, nous reviendrons sur les autres plans existants pour voir dans quelle mesure il y a ou non continuité entre les plans et les flux financiers.

Le PNIA développé par le MARNDR en partenariat avec divers bailleurs décline en propositions opérationnelles les priorités définies dans la Politique de développement agricole 2010-2025 (MARNDR, 2010b). Il identifie les grandes priorités d'investissement dans la perspective d'une relance du secteur agricole post-séisme et d'une trajectoire de développement de long terme (MARNDR, 2010a). Un premier constat est que les financements priorisés par le MARNDR sont entièrement compatibles avec les objectifs affichés du PNIA (Figure 10). Ceci n'est que peu surprenant tant le PNIA est large et n'oublie aucune dimension du développement agricole. En revanche, ils montrent également que de nombreuses priorités du PNIA ne se traduisent pas par des flux financiers significatifs. Trois possibilités sont alors envisageables : soit ces priorités ne demandent effectivement que peu de moyens financiers pour avoir un effet de levier important et de fait n'apparaissent pas, soit elles sont incluses dans des programmes d'envergure sans être clairement spécifiées dans les documents auxquels nous avons eu accès, soit elles ne sont pas ou peu financées. Il nous est difficile de trancher ici.

Figure 10 : Plan national d'investissement agricole 2010 et financement des programmes et projets par le MARNDR 2010-2014

Priorités du plan d'investissement agricole 2010	Financements MARNDR pour projets et programmes 2010-2014	Variation par rapport aux financements MARNDR 2006-2010
(i) Développement des infrastructures rurales		
1. Aménagement des bassins versants et foresterie	+++	>
2. Irrigation	+++	>
(ii) Production et développement des filières		
1. Elevage	+	=
2. Aquaculture et pêche	+	=
3. Filières végétales par		
a. Accès aux intrants et outils agricoles	+++	>
b. Crédit rural	+	<
c. Gestion post récolte et commercialisation	+	=
4. Agriculture urbaine et périurbaine	-	<
5. Production locale et opérations humanitaires (achats locaux)	+	<
(iii) Services agricoles et appui institutionnel		
1. Vulgarisation par les « Champs écoles »	N/A	N/A
2. Accès à la terre et sécurité de la tenure	-	<
3. Appui institutionnel aux services publics agricoles (Recherche, Formation, Protection zoo et phytosanitaire, Renforcement institutionnel)	++	>

Source : MARNDR (2010a) et estimations des auteurs.

Le PNIA fournit également une estimation du budget nécessaire pour atteindre les objectifs fixés sur la période 2010-2016. Le montant total est de 790 millions de dollars américains, dont 110,5 émanant du budget de l'état, le reste des donateurs (578,5 millions) et du secteur privé (105 millions). Sur les exercices budgétaires 2010-2014 tel que présentés ici, 38 millions ont été décaissés soit seulement 35% de la contribution prévue du gouvernement au PNIA, alors que 4 des 6 exercices budgétaires du

PNIA sont déjà écoulés.³ Il est donc fort probable que l'hypothèse émise quant au sous-financement du plan soit confirmée.

Le Plan stratégique de développement d'Haïti (PSDH) fournit également une liste de projets indispensable à la relance du secteur agricole (MPCE, 2012). Les projets sont regroupés par programmes et sous-programmes au sein d'un plan triennal d'investissement couvrant la période 2012-2015, comme indiqué dans la Figure 11. La liste d'objectifs est particulièrement impressionnante et encore plus ambitieuse, semble-t-il, que le PNIA. En revanche le ciblage par filière et par zone géographique semble plus précis même s'il reste large. De fait, il est raisonnable de s'interroger sur la capacité des flux financiers enregistrés à couvrir les besoins mentionnés. Le programme 5 du plan sur le développement de l'élevage par exemple ne semble pas être traduit dans le diagramme de Sankey par un flux financier important vers l'élevage, et encore moins par un soutien à l'agro-industrie pour ce qui concerne le développement des abattoirs ou de la chaîne du froid, comme on pourrait s'y attendre.

Enfin, autre plan encore plus récent, le plan triennal de relance agricole 2013-2016 : il offre une nouvelle organisation des priorités gouvernementales au sein du secteur agricole avec la définition de 4 sous-programmes qui font apparaître des priorités différentes, en tout cas dans leur intitulé, de celles mentionnées jusqu'à présent (MARNDR, 2013) : le sous-programme de renforcement institutionnel et de la gouvernance du secteur agricole (PRIGSA) ; le sous-programme d'appui à l'agriculture familiale (PAAF) ; le sous-programme de renforcement de l'agriculture à finalité commerciale (PRAC), et le sous-programme de développement des infrastructures rurales et aménagement des bassins versants (DIRAB). Ce plan est important car s'il marque une continuité avec le PNIA en ce qui concerne l'objectif affiché (contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la croissance économique d'Haïti), il affiche également un changement important avec la prise de conscience que la relance sera difficile sans une réforme du MARNDR, et plus globalement de la gouvernabilité du secteur agricole⁴. Enfin, il met l'accent sur la recherche, l'enseignement et la vulgarisation, comme déterminants de la réussite de cette relance⁵. Le budget total du plan triennal est estimé à 61,7 milliards de gourdes. La part reposant sur les ressources de l'état n'est pas mentionnée et rend donc toute comparaison difficile. Néanmoins, il semble que des ressources aient été allouées à chacun des quatre sous-programmes, y compris le renforcement institutionnel.

Il faut noter qu'il reste difficile d'établir une continuité claire entre les différents plans d'une part et les projets et programmes qui les composent. S'agit-il de véritables changements de stratégie ou de simples réorganisations thématiques, conceptuelles ?

³ Ces chiffres, s'ils sont inquiétants, ne constituent aucunement une évaluation du PNIA, évaluation qui irait au-delà de l'objectif de ce chapitre. Il conviendrait de comparer non seulement les flux financiers réalisés à ceux prévus, mais aussi d'en évaluer l'efficacité. Le PNIA comprend aussi des dispositions législatives, notamment sur le foncier, qui n'ont pas été votées, ce qui a également pu limiter les flux financiers.

⁴ Voir sur ce point le chapitre 14 de la présente étude.

⁵ Voir sur ce point le chapitre 10 de la présente étude.

Figure 11 : Programmes et sous-programmes agricoles du PSDH (2012-2015).

Plan stratégique de développement d'Haïti	
1. la diversification et l'intensification des productions végétales et animales	
(i)	la réalisation d'études sur l'état des sols et les potentiels d'exploitation agricole et d'élevage, l'élaboration et la mise en œuvre de plans de développement ainsi que la définition et la mise en place d'un zonage agricole dans 10 méso bassins versants
(ii)	l'élaboration et la mise en œuvre progressive de stratégies nationales de développement et de plans opérationnels pour 19 filières de production
(iii)	la mise en place de systèmes intégrés de développement agricole local dans les 10 principaux châteaux d'eau du pays
(iv)	la mise en place de systèmes productifs locaux pour 10 zones agricoles ou d'élevage homogènes et associées à des filières de production, dans lesquelles seront élaborés et la mis en œuvre des plans de développement
(v)	la réhabilitation de 12 centres de formation/apprentissage et recherche/développement et la construction de 2 nouveaux centres de façon à couvrir les zones des 12 pôles régionaux de développement,
(vi)	l'élaboration de projets de Loi portant sur l'irrigation et le drainage des eaux agricoles, le transfert de la gestion des périmètres irrigués, l'élevage, la pêche et l'aquaculture
(vii)	l'élaboration et la mise en place d'outils de contrôle et de suivi de l'agriculture et de l'élevage
2. la distribution de matériel et d'intrants agricoles et/ou l'aide au financement pour leur acquisition	
(i)	le financement (crédit/subvention) de 60 000 milles tonnes d'engrais par année ;
(ii)	le financement (crédit/subvention) de 3 000 milles tonnes de semences par année ;
(iii)	le financement (crédit/subvention) de 100 000 kits instruments aratoires par année ;
(iv)	le financement (crédit/subvention) de 100 tracteurs par année ;
(v)	la réorganisation du système de location/vente de tracteurs ;
(vi)	la construction de citernes individuelles ;
(vii)	la mise en œuvre d'une stratégie pour la production nationale de semences et de fertilisants ; et
(viii)	la mise en oeuvre d'un plan global de mécanisation agricole.
3. la construction/réhabilitation de systèmes d'irrigation	
(i)	la réhabilitation/extension/construction de réseaux d'irrigation dans les 10 départements
4. la mise en place d'une chaîne d'entreposage pour les intrants et les produits agricoles	
(i)	l'inventaire (incluant la géolocalisation, la qualification et la quantification) des équipements existants et services offerts, ainsi que l'intégration des informations dans une base de données à référence spatiale ;
(ii)	la mise en place de centres de conditionnement des produits agricoles dans des zones ciblées de production et/ou de transit de la production
(iii)	l'élaboration et la mise en oeuvre d'une stratégie nationale pour la mise en place d'une chaîne d'entreposage pour les intrants et les produits agricoles
5. la mise en place d'un réseau d'abattoirs et d'une chaîne de froid pour les produits de l'élevage	
(i)	l'inventaire (incluant la géolocalisation, la qualification et la quantification) des équipements existants et services offerts, ainsi que l'intégration des informations dans une base de données à référence spatiale ;
(ii)	l'élaboration et la mise en oeuvre d'une stratégie nationale pour la mise en place d'un réseau d'abattoirs et d'une chaîne de froid pour les produits de l'élevage

Source : MPCE (2012).

1.4 Que préfigure le budget 2015-2016 ?

Le budget prévisionnel 2015-2016 semble marquer une inflexion majeure par rapport aux budgets précédents, en tout cas dans sa formulation (MARNDP, 2015a). Il s'avère en hausse importante par rapport aux exercices précédents à plus de 11,8 milliards de gourdes. Il augmente ainsi de près de 60% par rapport au budget prévisionnel de l'année précédente. L'essentiel de la hausse concerne le budget d'investissement, qui passe de 6,6 à 10,8 milliards de gourdes (+63%), dont 54% environ provient de ressources externes. Dans le même temps, la part du budget du MARNDP dans le budget prévisionnel total de l'état passe de 6,1% en 2014-2015 à 9,7% ("Décret établissant le budget général de la république 2015-2016," 2015). Il y a donc bien réorientation des ressources en faveur de l'agriculture comme annoncée dans les différents plans successifs mentionnés précédemment. Il faut noter que pour la première fois existe une référence directe à la substitution des importations comme principe

d'action. Cette augmentation pose toutefois la question de la capacité d'absorption du ministère de ce budget additionnel, qui reste à démontrer. En effet, au cours des 3 derniers exercices budgétaires, le MARNDR n'a pu réaliser qu'entre 61 et 74% de son propre budget d'investissement (hors ressources externes).

Ce budget s'inscrit dans le Plan triennal de relance agricole 2013-2016. Il s'articule autour de cinq pôles géographiques de croissance organisés autour des zones de morne ou « châteaux d'eau » (Massif du Nord incluant Marmelade ; Montagnes Noires ; Chaîne des Matheux et la chaîne du Trou d'eau ; Massif de la Selle en passant par les Palmes jusqu'à Miragoâne ; et le Massif de la Hotte incluant le Plateau de Rochelois), et présente 12 programmes phares d'investissement articulés comme suit (MARNDP, 2015a). La formulation budgétaire ne reprend pas directement la classification en 12 programmes phares, mais nous avons tout de même tenté de consolider les deux :

- **Développement des infrastructures rurales et aménagement des bassins versants : 5,3 milliards HTG** dont :
 1. Aménagement des bassins versants (sol et maîtrise de l'eau – châteaux d'eau) : 1,8 milliards HTG ;
 2. Aménagement des infrastructures hydro-agricoles (systèmes d'irrigation, études et mise en œuvre) : 3,5 milliards HTG ;
- **Appui à l'agriculture familiale : 3,2 milliards HTG** dont :
 3. Amélioration des services agricoles (intrants, mécanisation et outillage) : 1,6 milliards HTG ;
 4. Développement de la pêche et de l'aquaculture : 0,4 milliards HTG ;
 5. Développement de l'élevage du menu bétail : 1,2 milliards HTG.
- **Appui à l'investissement privé : 1 milliard** dont :
 6. Mise en place de fonds d'appui à l'entrepreneuriat (production, transformation) : 0,1 milliards HTG ;
 7. Développement de la filière avicole : 0,1 milliards ;
 8. Relance et développement des filières d'exportation (café, cacao, sisal, Mangue, Vétiver, etc.) : 0,8 milliards HTG.
- **Renforcement institutionnel et de la gouvernance du secteur agricole : 1,3 milliards HTG⁶**
 9. Etablissement du registre national des producteurs agricoles : 0,1 milliards de HTG ;
 10. Système de financement et d'assurance agricoles : 0,3 milliards HTG ;
 11. Amélioration de la protection sanitaire (animale et végétale) : 0,2 milliards de HTG ;
 12. Mise en place du fonds de formation, recherche et vulgarisation agricole : 0,2 milliards HTG.

Beaucoup de ces programmes font en définitive partie du plan triennal de relance agricole, mais ne se voient budgéter qu'en dernière année du plan. L'irrigation, l'aménagement des bassins versants, l'accès aux intrants et le développement de l'élevage absorbent 75% du budget. Reste à voir comment l'exécution budgétaire parviendra à traduire ces différents éléments dans la pratique et comment les autres ministères appuieront cette démarche. Reste que cette réorientation des priorités, et les budgets alloués qui lui correspondent, ne viendra modifier qu'à la marge le diagramme de Sankey élaboré pour la période 2010-2014, puisqu'en termes de volume financier, la gestion de l'eau et la fourniture d'intrants restent les deux postes les plus importants. En revanche, un degré supérieur de précision dans l'allocation budgétaire par filière et par destination serait un réel atout pour aboutir à une lecture plus précise des actions entreprises et de leur cohérence d'ensemble sur le terrain.

⁶ La différence entre la somme totale de ce sous-programme et les éléments qui le compose est due à la difficulté de réconcilier budget et priorités avec les données que nous avons.

2 Les financements de la coopération externe

Depuis 2009, le Module de gestion de l'aide extérieure (MGA-E) du MPCE répertorie l'ensemble des programmes et projets financés par les bailleurs bi- et multilatéraux. Les données financières relatives à chaque projet sont normalement mises à jour par les donateurs tous les trimestres. Cet instrument a été créé pour faciliter la planification, la coordination et le suivi des programmes et projets par le MPCE et le Ministère de l'économie et des finances. Il doit également permettre de « suivre l'alignement et la performance de l'aide et des investissements extérieurs publics et privés en regard du Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH) ». ⁷ Les données du MGAE ont été utilisées pour compléter le diagramme de Sankey réalisé pour les flux financiers du MARNDR, selon les mêmes objectifs, filières et destinations géographiques. Nous avons constaté une très grande hétérogénéité dans la manière dont chaque donateur alimente le MGAE. Certains fournissent des informations extrêmement précises (tel le Canada), d'autres restent extrêmement vagues dans la répartition des flux financiers. Il s'en suit un manque de précision préjudiciable à l'analyse. En conséquence, les résultats obtenus requièrent une certaine prudence dans leur interprétation.

Un peu plus de 150 projets ont été identifiés comme ciblant le secteur agricole, incluant l'aval et l'amont de la production, sur les 2250 projets que comptait le module de gestion au moment de l'analyse (juin 2015), soit 6,7% du total. Les montants décaissés sur la période 2010-2014 s'élèvent à 311 millions US\$, alors que l'aide globale s'est élevée sur la même période à 8 milliards US\$ soit, 3,9%. ⁸ Autrement dit, pour un même montant de dons, deux fois plus de projets agricoles seraient développés par rapport à la moyenne de l'ensemble des secteurs. Ceci est donc un premier indice de la multiplicité des actions.

La Figure 12 reprend les flux financiers du MARNDR (convertis en dollars américains) et ceux des donateurs séparés dans un premier temps en bi- et multilatéraux, et ensuite par donateurs principaux à l'intérieur de chacune de ces catégories. Plusieurs constats s'imposent. Elle permet de rappeler certains constats souvent dressés dans la littérature sur le financement de l'agriculture haïtienne, mais peut-être d'en prendre davantage la mesure à l'aide de cette représentation en diagramme de Sankey. Le premier est que les donateurs dominent très nettement le système public de financement des investissements en agriculture, atteignant en moyenne 75 millions de dollars par an sur la période 2010-2014, contre moins de 10 millions pour le MARNDR. Un second élément important est que même en considérant que les ressources externes de l'Etat représentent 80% du budget d'investissement dans le pire des cas au cours de ces 4 exercices, une part significative des programmes et projets des bailleurs se trouve en dehors de ce budget. Cette situation est exacerbée par les programmes ⁹ financés par l'initiative « *Feed the future* », développée par USAID. ¹⁰ Il convient de s'interroger sur les conséquences à long terme de ce genre de programme sur le renforcement de l'Etat haïtien, alors même qu'il obtient des résultats intéressants sur le terrain.

Par ailleurs, les bailleurs bilatéraux sont plus impliqués dans le financement de l'agriculture haïtienne que les bailleurs multilatéraux. La multiplication des intervenants ne facilite pas la coordination des actions.

Ensuite, l'utilisation de la classification OCDE comme base de la répartition des programmes et projets par objectifs, classification à laquelle les bailleurs se réfèrent, permet d'avoir une lecture

⁷ <https://haiti.ampsite.net/portal/node/1>

⁸ Il est possible que les montants liés à la reconstruction post-séisme viennent ici biaiser les résultats.

⁹ WINNER dans l'Ouest et le Centre, AVANSE dans le Nord et Nord-Est.

¹⁰ <http://www.winnerhaiti.com/index.php/fr/>

relativement précise des objectifs poursuivis. La priorité des bailleurs semble davantage se tourner vers l'irrigation et la gestion des bassins versants, qui demandent des investissements souvent lourds dans les infrastructures. Néanmoins, il reste difficile de faire une distinction entre les projets à objectifs multiples, ceux visant un appui à la production et ceux correspondant à des projets intégrés. Prises conjointement, ces trois catégories assez vagues regroupent une part importante des financements. Au-delà, parmi les programmes définis comme prioritaires par le MARNDR dans ses derniers plans, il faut noter que quelques bailleurs, dont la BID, investissent dans la gouvernabilité du secteur, afin de renforcer les capacités du MARNDR ; d'autres ont une approche de renforcement des capacités des communes. De même l'accès au crédit, ou la réforme du régime foncier font l'objet de quelques interventions. Néanmoins, les sommes impliquées dans ces programmes restent modestes. Il reste difficile de dire si les sommes investies sont suffisantes car il n'existe pas à notre connaissance d'études estimant clairement les besoins. Mais cette question doit être posée.

Enfin, seule la filière riz apparaît comme la cible privilégiée des bailleurs, même si des investissements sont faits dans d'autres filières. Quant à la répartition géographique, elle est assez homogène entre les départements même si deux départements restent privilégiés. Il s'agit du département de l'Artibonite, zone de production du riz, qui draine des investissements importants depuis plusieurs décennies ; et du département de l'Ouest, où la Plaine-de-Cul-de-Sac est le site pilote de mise en œuvre du programme WINNER.

Reste que l'essentiel des programmes et des projets semblent avoir des objectifs multiples, ciblent de multiples filières et adoptent des approches nationales, ce qui fait apparaître les bailleurs comme intervenant de manière très peu lisible. Il est fort probable qu'un tel résultat soit profondément biaisé par le manque de précision des bailleurs dans le renseignement des fiches projets et programmes. Une illustration parfaite de la diversité avérée des actions des bailleurs en est le cas de la coopération canadienne dont les actions paraissent les plus dispersées de tous les bailleurs. Certes ils ne comptent pas moins de 34 projets, soit plus de 20% des projets développés sur la période par les bailleurs, mais ils ont aussi très précisément renseigné les fiches programmes transmises au MGAE, tant pour les objectifs, les filières que pour les destinations géographiques.

Cette dispersion et donc multiplication des actions est encore plus visible sur la Figure 13, qui présente cette fois un trait unique pour chaque programme ou sous-programme financé par les donateurs. Le résultat est assez édifiant dans la mesure où il montre la multitude d'actions conduites, des objectifs poursuivis, des filières soutenues et des destinations géographiques priorisées. Le « bol de spaghetti » qui en résulte, pose très nettement la question de la capacité des pouvoirs publics, du MARNDR en particulier, à assurer un suivi de ce qui se passe sur le terrain, d'autant que les services déconcentrés de l'Etat ont peu de capacités et de moyens et que la déconcentration n'apparaît pas à ce jour aucunement une priorité des bailleurs ou du gouvernement. Dans ces conditions, qui pilote réellement la relance du secteur agricole en Haïti ?

3 Les financements privés

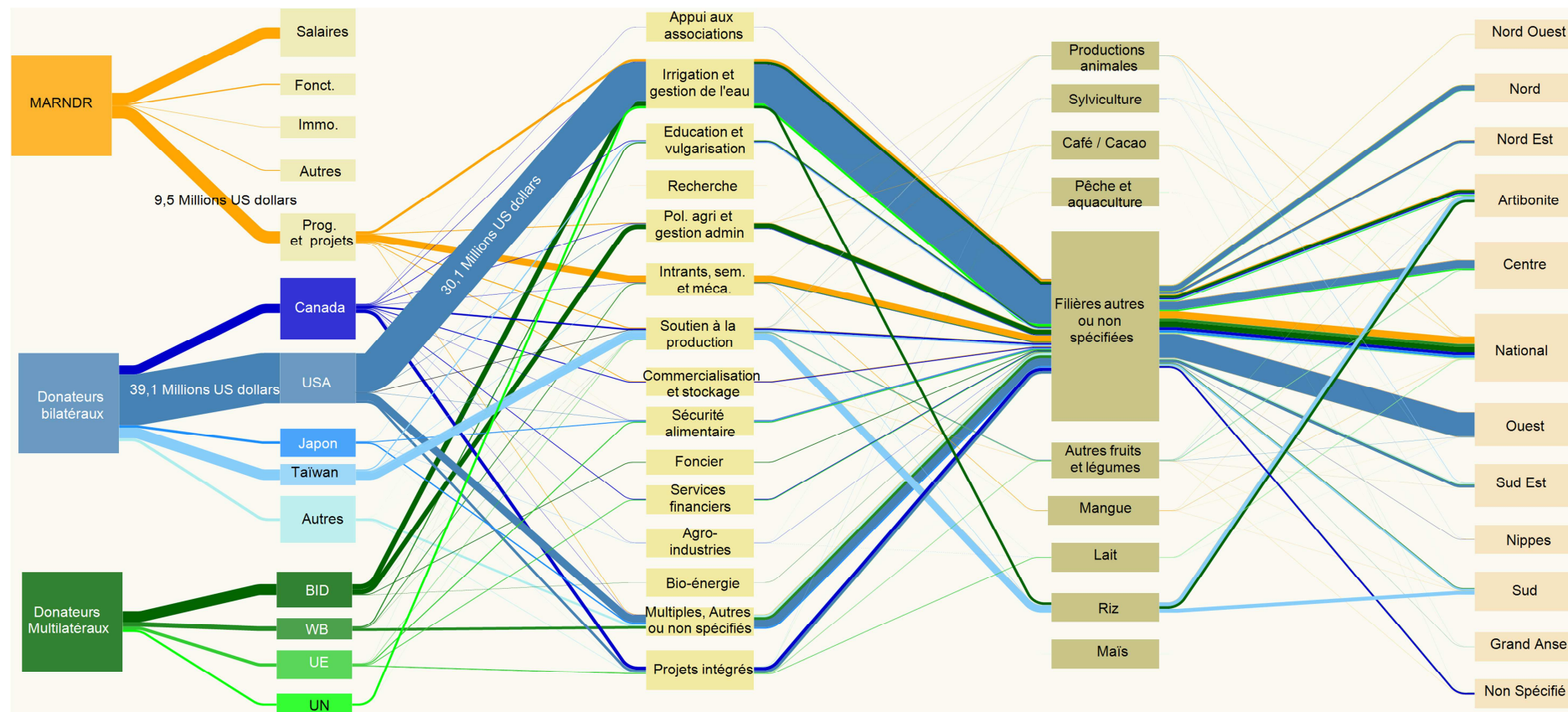
L'objectif final de l'ensemble des financements publics à destination du secteur agricole est d'une part la fourniture de biens et services publics nécessaires au développement du secteur, et d'autre part la correction des défaillances de marchés. Une fois atteint, cet objectif doit permettre le développement de l'agriculture grâce aux investissements réalisés par le secteur privé – du petit producteur à l'industriel – qui trouve alors un environnement satisfaisant pour les rentabiliser.

Nous n'avons malheureusement pas réussi à obtenir les données concernant les flux financiers provenant du secteur privé, bien que des données soient disponibles pour la période considérée au sein de l'UPISA.

Une analyse des comptes d'exploitations des petits agriculteurs conduite dans le cadre du programme RESEPAG, programme de renforcement des services publics agricoles du MARNDR, montre que la valorisation du travail additionnée des investissements consentis par les exploitants dans leurs activités de production s'élève en moyenne, à un montant situé entre US\$ 1000 et 1500 par an suivant les productions et la taille des exploitations (MARNDR, 2015b). Même si une telle manipulation demeure une estimation grossière de la réalité, nous avons choisi de présenter sur la Figure 14 ce que ces flux financiers représentent pour chaque région, en retenant la valeur la plus faible (US\$ 1000) pour chaque exploitant, et en répartissant ces derniers selon le nombre d'exploitations présentes dans le recensement général agricole de 2008-2009.

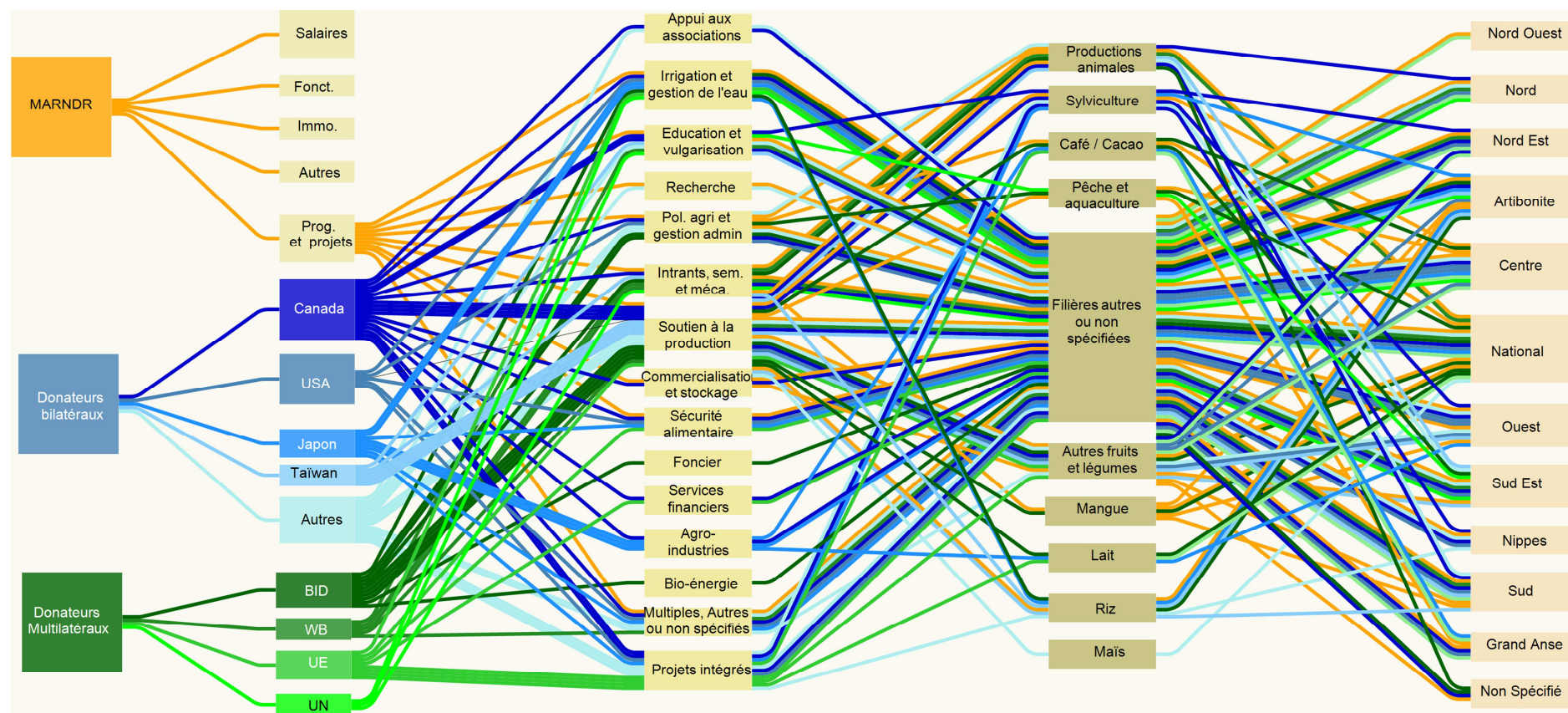
Ces flux financiers, bien que sans doute sous-estimés, sont considérables et dépassent largement ceux du MARNDR et des bailleurs de fonds. S'ils peuvent varier d'une année à l'autre, ils représentent un flux substantiel de financement qui explique la résilience du secteur aux chocs internes et externes, en dépit des baisses de productivité enregistrées depuis plusieurs décennies. Il existe donc une base réelle de financement qu'il convient d'accompagner. Car les faibles performances du secteur agricole, telles que décrites dans les chapitres 3 et 6 de la présente étude, confirment que, bien que ces flux financiers soient essentiels, ils ne suffisent pas à dynamiser le secteur. Des flux financiers additionnels sont nécessaires pour y parvenir. Et les écarts entre ces deux catégories de flux, ceux en provenance des agriculteurs et ceux provenant des autres acteurs publics et privés, font que ces derniers n'ont pas été jusqu'ici suffisants et/ou qu'ils n'ont pas été suffisamment bien utilisés pour parvenir à créer une vraie différence, et renforcer durablement l'agriculture haïtienne.

Figure 12 : Flux financiers du MARNDR et des donateurs à destination de l'agriculture (moyenne annuelle 2010-2014 en millions de US\$).

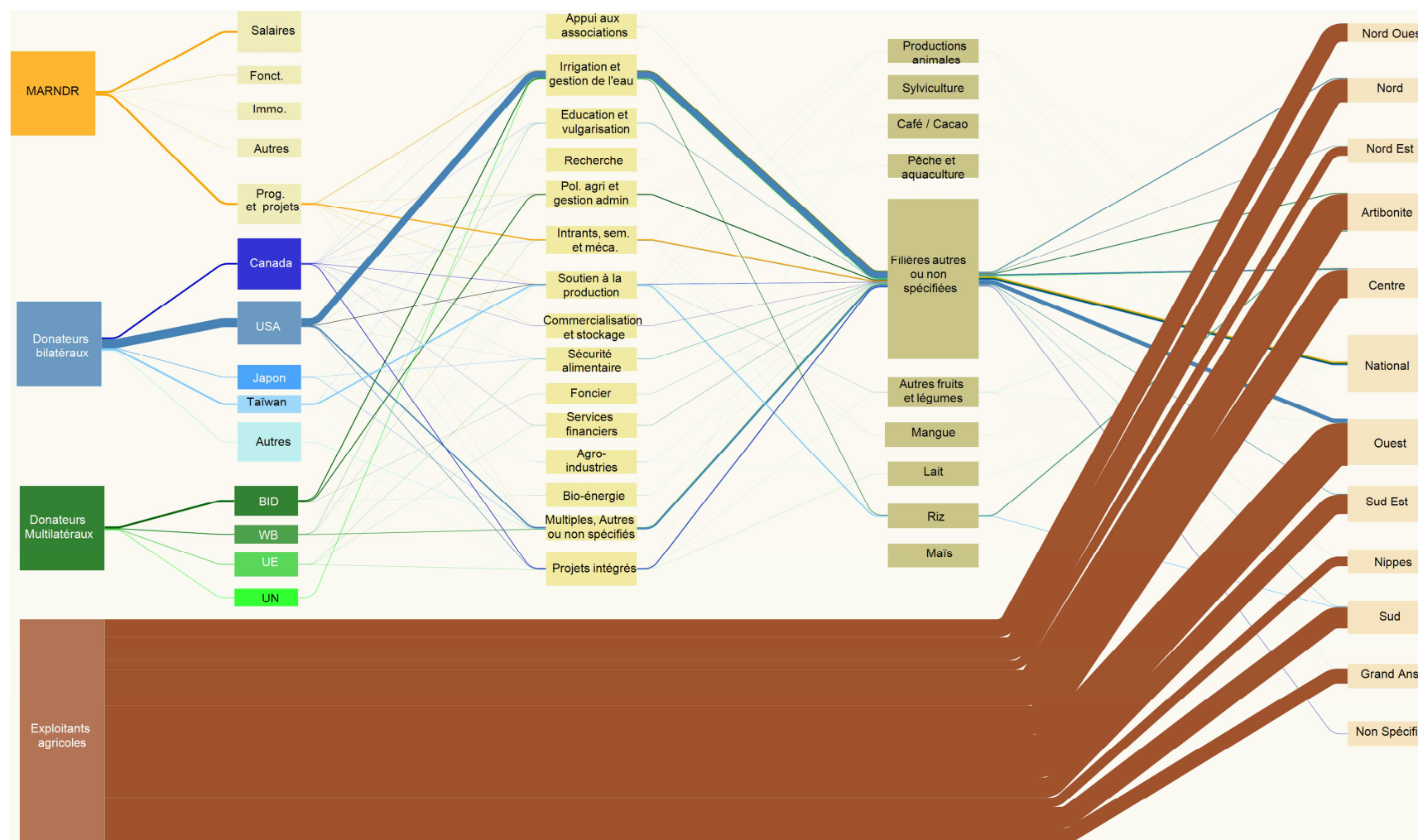


Source : Direction du Trésor, MGAE (MPCE).

Figure 13 : Programmes et sous-programmes du MARNDR et des donateurs à destination de l'agriculture (2010-2014).



Source : Direction du Trésor, MDGAE (MPCE). Figure 14 : Flux financiers du MARNDR, des donateurs et des agriculteurs (moyenne annuelle 2010-2014 en millions de US\$).



Source : Direction du Trésor, MGAE (MPCE).

Implications pour l'action

L'analyse des flux financiers que nous venons de conduire met en avant plusieurs points qu'il convient de rappeler ici. Premièrement, le secteur agricole ne devient une priorité du gouvernement que récemment. Et le plus gros de l'effort reste à faire comme le montre le budget 2015-2016, à condition que ce budget agricole soit pleinement exécuté, et qu'il soit reconduit dans des proportions similaires (autour de 10% du PIB agricole) pour les années à venir.

Ensuite, les dépenses du gouvernement sont inférieures de très loin aux flux financiers des bailleurs, même si là encore, le nouveau budget cherche à rééquilibrer les rapports. Cette situation est d'autant plus délicate que la part des financements des bailleurs qui n'entrent pas dans le budget de l'Etat est importante. Il existe à ce titre plusieurs programmes ou projets totalement hors budget ce qui soulève la question du renforcement de l'Etat dans un pays qui souffre d'un déficit flagrant de gouvernabilité. Contourner l'Etat pour plus d'efficacité peut paraître compréhensible, mais une analyse des effets de long terme de telles pratiques est nécessaire. Le risque est fort de continuer de ne voir dans les plans d'investissement du gouvernement qu'une rationalisation ex-post des programmes et projets prioritaires des donateurs.

Troisièmement, la multiplicité des projets et programmes, dont certains en dehors du budget de l'Etat, ne facilite pas le pilotage de la relance agricole par le MARNDR. Le suivi de l'ensemble des actions du gouvernement et des bailleurs est d'autant plus difficile que les services déconcentrés de l'Etat sont affaiblis, souffrant d'un manque de personnel qualifié et de moyens. Il existe donc un réel besoin de coordination des actions de chacun au niveau national et départemental, coordination qui rendra possible un véritable pilotage. Le recensement de l'information au sein du MGEA est un premier pas ; la définition de plans triennaux d'investissement un second extrêmement important puisqu'il peut faciliter l'alignement des bailleurs sur les priorités de l'Etat, les horizons budgétaires des acteurs se rapprochant. En effet, une telle programmation pourrait permettre de réconcilier les programmations budgétaires triennales, et les programmes et projets des bailleurs, souvent pluriannuels. A condition que ces plans triennaux fassent preuve d'une certaine continuité, d'une plus grande stabilité, et qu'ils fassent l'objet d'une évaluation précise de leur mise en œuvre et de leur impact.

Le quatrième point relève de la structure même du financement de l'agriculture. Le Chapitre 7 renseigne sur le morcellement à outrance des exploitations. Si les exploitants agricoles sont les premiers financeurs de ce secteur, ils ne sont pas en mesure de financer les sauts technologiques indispensables à l'expansion du secteur, d'autant que ceux-ci ne deviennent possibles qu'une fois nombre de services et biens publics effectivement fournis. Les dépenses publiques sont dès-lors indispensables même si elles sont bien inférieures : ce sont ces moyens limités qui font in fine la différence quant à l'expansion du secteur. Il convient donc de les orienter avec précision, de les coordonner et ce d'autant plus que la fourniture de certains biens et services publics en milieu rural (transport, éducation, santé, etc.) dépendent d'autres ministères que celui de l'agriculture. Il convient donc d'adopter une politique de développement rural assurant une vision d'ensemble.

Cinquièmement, compte tenu de l'ampleur des besoins et de la diversité des zones rurales haïtiennes, une approche intégrée ne peut être développée uniformément sur le territoire. Les politiques publiques, programmes et projets pourraient donc s'appuyer sur un zonage, faisant ressortir objectifs et filières prioritaires. L'état actuel des données ne permet pas de faire apparaître de modèle clair par département. D'autant que le département n'est sans doute pas toujours l'unité géographique de planification ni l'échelle d'action idéales comme le montrent les exemples de zonage réalisés dans le chapitre 5 de cette étude. Il convient de mobiliser des approches de zonage adaptées, selon la nature des problèmes analysés. Par exemple, s'il s'agit de gérer l'eau, l'approche par bassin versant est recommandable. C'est ce que le MARNDR cherche à faire en travaillant par « châteaux d'eau » dans son dernier budget prévisionnel, bien que cette approche qui agrège plusieurs bassins versants et ne semble pas véritablement influencer la priorisation des actions du MARNDR.

Enfin, pour tirer davantage d'enseignements de ce type d'analyse des flux financiers, il est indispensable d'améliorer la qualité des données que ce soit dans l'élaboration du budget du MARND, ou dans la description des projets telle que proposée par le MGAE. Le recensement et la mobilisation systématique des investissements privés au-delà des exploitants agricoles doivent également permettre d'affiner l'analyse.

Conclusions

Depuis quelques années, le gouvernement réaffirme en permanence l'importance que doit jouer le secteur agricole dans le développement du pays, dans l'amélioration de la sécurité alimentaire des haïtiens, dans la réduction de la pauvreté plus particulièrement en milieu rural. Et tout ceci, grâce au potentiel de croissance qu'il renferme. Mais cette priorité dans le discours a beaucoup de peine à se matérialiser dans le budget de l'Etat. L'exercice budgétaire 2015-2016 pourrait être le premier à réellement placer l'agriculture comme priorité : l'agriculture y représente presque 10% des dépenses de l'Etat, la part du budget d'investissement est en forte hausse, la proportion de ressources externes est, elle, en baisse en valeurs relatives, et le budget est adossé à un plan relativement simple reposant sur 12 programmes phares. Tous les ingrédients sont donc a priori rassemblés. Reste à s'assurer que le budget d'investissement prévu soit effectivement décaissé, et surtout bien dépensé.

Dans tous les cas, ceci ne sera pas suffisant : une augmentation des financements publics n'aura que peu d'impact si elle n'est pas articulée autour d'une vision de long terme quant à l'avenir de l'agriculture dans le processus de développement haïtien. Or aujourd'hui, une telle vision stratégique de long terme, ancrée dans la réalité de l'agriculture haïtienne, positionnant le rôle de l'agriculture par rapport à celui des autres secteurs économiques du pays, des défis démographiques, migratoires, d'emploi, de développement humain, etc. n'existe pas. Nous avons analysés les stratégies existantes en matière de développement agricole : les intentions de stratégie sont souvent louables, mais la tactique n'est guère précisée et le chapitre du financement est souvent absent; elles ne préfigurent en rien l'avenir du secteur agricole (l'outil de la prospective n'est pas utilisé); elles sont parfois établies sur la base de programmes et de projets, mais ne prévoient alors pas de mesures structurelles ; elles adoptent une approche sectorielle inadaptée aux défis complexes et multisectoriels auxquels le pays doit répondre.

Au-delà des dépenses publiques, il faut reconnaître l'importance des flux financiers provenant des bailleurs. Ils sont quasiment 8 fois supérieurs aux dépenses de l'Etat, ce qui montre de fait l'influence de leur choix et orientation sur le pilotage de la relance agricole, d'autant que, chaque année, une part variable mais non négligeable n'est pas inscrite au budget de l'Etat. Ceci est d'autant facilité par l'absence de stratégie de long terme sur laquelle les différents bailleurs pourraient s'appuyer pour développer leurs interventions. Il serait alors possible d'évaluer leurs financements et actions en fonction des éléments développés dans cette stratégie. Aujourd'hui, chaque bailleur définit son propre plan stratégique, ses propres objectifs et ses propres programmes et projets. S'il est effectivement possible de juger de l'efficacité immédiate des programmes et projets, il est en revanche impossible d'évaluer leur contribution à la transformation de long terme de l'économie haïtienne. Les objectifs du développement durable adoptés à l'automne 2015 offrent un cadre nouveau qui devrait participer à la redéfinition en profondeur des actions des bailleurs. Les ODD ont été conçus non seulement dans une perspective d'universalité, mais surtout d'intégrations, les différents ODD étant tous interdépendants. Dans ces conditions, les bailleurs devront davantage faire place au développement et la mise en œuvre de programmes multisectoriels intégrés. L'occasion est donc offerte à Haïti, dans le cadre des ODD, de définir une stratégie de long terme que les bailleurs pourraient plus facilement accompagner et suivant une plus grande cohérence.

Enfin, nous avons montré combien les financements des bailleurs et de l'Etat restent très inférieurs aux investissements réalisés par les exploitants agricoles. Par l'ampleur des investissements consentis,

ces dernières semblent garantir en grande partie un degré de résilience minimal du secteur face aux différents chocs qu'a pu connaître le pays. Restent que ces exploitants agricoles poursuivent leur propre stratégie, souvent mal connues, et auxquelles l'Etat et les bailleurs ne répondent pas nécessairement. Or, l'expansion du secteur ne peut qu'être stimulée dans un premier temps par les financements publics qui restent limités et dont la bonne utilisation est cruciale. Ceci nous conduit à mettre l'accent sur la nécessité de mieux connaître les stratégies des ménages ruraux, afin de définir des stratégies d'accompagnement et/ou de transformation adaptées.

Nous avons fait le choix de montrer – par des diagrammes de Sankey – les objectifs, les filières et les destinations géographiques – à partir d'une première analyse des flux financiers provenant du MARNDR et des bailleurs. Les représentations obtenues sont parlantes, même si elles demandent à être affinées. Ces diagrammes ont ensuite été comparés aux différents plans de développement du secteur agricole élaborés ses dernières années. Un prolongement utile de ce travail serait d'utiliser une approche inverse qui s'appuierait sur la construction du squelette des diagrammes à partir des priorités affichées des plans de développement sur lequel seraient ensuite reportés les flux financiers alloués ou investis par les différents acteurs du secteur. Cette approche demanderait un effort important de collecte de données auprès de chaque acteur pour affiner les objectifs, filières et destinations géographiques de chaque programme et projet. Il serait alors possible de travailler sur des zones géographiques prioritaires d'intervention qui différencieraient du département, si besoin est, et de mettre en avant des objectifs plus précis qui ne sont pas pour le moment présents dans la classification OCDE-CAD que nous avons utilisée et à partir de laquelle le « *reporting* » des bailleurs est réalisé dans le MGAE. L'harmonisation et la consolidation de l'ensemble de ces données – dépenses publiques, flux financiers des bailleurs, investissements privés – sont indispensables au bon pilotage du secteur. Reste que le MGAE devra évoluer pour répondre à la fois aux nouvelles définitions de l'aide extérieure, et aux besoins de suivi et d'évaluation que vont imposer progressivement les ODDs.

Enfin, ce travail n'a pas eu pour objectif de traiter de l'impact des financements publics sur et pour l'agriculture. Il convient donc de garder à l'esprit que ce n'est pas uniquement le montant des flux financiers mais leur ciblage qui est important. Une revue de la littérature conduite par l'IFPRI montre que les investissements dans la recherche/développement sont ceux qui ont le plus d'impacts non seulement sur la croissance du secteur mais également sur la réduction de la pauvreté et l'emploi.¹¹ Le MARNDR et le MENFP ont travaillé intensément ensemble pour créer cette année le FONRED afin de relancer la recherche nationale, notamment dans le domaine de l'agronomie et l'enseignement. Cette étude avance également que les investissements dans les filières alimentaires de base ont davantage d'effets sur l'ensemble de l'économie que ceux dans les cultures d'exportation (Mogues et al., 2012). C'est ce que propose également le MARNDR dans son dernier budget en incluant le principe de substitution aux importations. Reste à présent pour le gouvernement haïtien à poursuivre ces efforts de programmation stratégiques et d'efficacité institutionnelle, aux bailleurs de fonds à les accompagner dans la compréhension de la dynamique agricole à l'œuvre et la poursuite de sa stratégie de long terme, et au secteur privé dans son ensemble à répondre positivement à ces signaux.

¹¹ Voir le chapitre 10 de la présente étude pour une évaluation des besoins et les orientations récentes du gouvernement haïtien sur ce point.

Liste des personnes entrevues

MARNDR

- Fresner Dorcin, Ministre de l'Agriculture
- Carl Monde, Directeur, UPISA

MCI

- Gisler Dugas, Directeur Général du Ministère
- Marc Larose, Directeur, Direction du commerce extérieur
- Herrick Dessources, Coordinateur général, Service de gestion des micro-parcs
- Sabine Frene, Direction du commerce extérieur

MEF

- Patrick Boisvert, Directeur inspection fiscale
- Jean Donat André, Directeur du Trésor
- Reynold Mendes, Assistant chef de service

CIAT

- Michèle Oriol, Secrétaire exécutif
- Paul Duret, Responsable de l'unité législation institutions foncières
- Marc Raynal, Conseiller technique

MTPTC

- Viviane SAINT-VIC, Conseiller principal du cabinet du ministre

PNUD

- Katyna Argueta, Sous-Directrice de Programme, Haïti

MICT

- Olivier Solari, Conseiller de la Coopération Française auprès du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales

MPCE

- Eben-Ezer Sainvilus, Responsable des Bailleurs Multilatéraux, Direction Coopération Externe/Module de Gestion de l'Aide Externe

IHSI

- Jean Donald Renélic, Assistant directeur
- Frantz Boucicaut, Assistant directeur des comptes nationaux et inflation

BRH

- Jean Baden Dubois, Directeur général
- Fritz Duroseau, Administrateur
- Christian Hilaire, Directeur, direction financière

Consultants :

- Philippe Mathieu, Vice-Président, Agroconsult
- Budry Bayard, PDG, Agroconsult

Bibliographie

- Bélières, J.-F., Bonnal, P., Bosc, P.-M., Losch, B., Marzin, J., & Sourisseau, J.-M. (2014). Les agricultures familiales du monde- définitions, contributions et politiques publiques. *A Savoir* N°28. Paris: Cirad & AFD.
- Curtis, M., & Adama, D. (2013). What constitutes agriculture spending? Areas of consensus and contention *Discussion Paper*. Johannesburg: ActionAid.
- Damais, G. (2007). Depense publique, gestion strategique et responsabilite financiere dans le secteur agricole: Rapport final *Public expenditure management and financial accountability review (pemfar)*: Banque Interaméricaine de Développement (BID) & République d'Haiti.
- Décret établissant le budget général de la république 2015-2016 (2015).
- FAO. (2013). MAFAP methodological implementation guides. Rome: Food and Agriculture Organisation.
- Le Blanc, D. (2015). Towards integration at last? The sustainable development goals as a network of targets. *DESA Working Paper No. 141*. New York: United Nations, Departement of Economic and Social Affairs.
- MARNDR. (2010a). Plan National d'Investissement Agricole. Port-au-Prince: Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural.
- MARNDR. (2010b). Politique de développement agricole 2010-2025. Port-au-Prince: Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural.
- MARNDR. (2013). Programme Triennal de Relance Agricole 2013-2016. Port-au-Prince: Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural.
- MARNDR. (2015a). Cadre de programmation et d'exécution du budget 2015-2016. Port-au-Prince: Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural.
- MARNDR. (2015b). Programme d'incitations agricoles et agro-environnementales - Manuel d'incitation. Port-au-Prince: Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural.
- McMillan, M., & Headey, D. (2014). Introduction – Understanding Structural Transformation in Africa. *World Development*, 63(0), 1-10. doi: <http://dx.doi.org/10.1016/j.worlddev.2014.02.007>
- Mogues, T., Yu, B., Fan, S., & McBride, L. (2012). The Impacts of Public Investment in and for Agriculture: Synthesis of the Existing Evidence *IFPRI Discussion Paper 01217*. Washington, D.C.: IFPRI.
- MPCE. (2012). Plan stratégique de développement d'Haïti: Pays émergent en 2030: Ministère de la Planification et de la Coopération Externe.
- OCDE. (2014). Liste des codes-objet SNPC. Paris: Organisation de Coopération Economique et de Développement.
- OECD. (2015). African Economic Outlook: Regional development and spatial inclusion. Paris: OECD, Development Center.
- Timmer, C. P., & Akkus, S. (2008). The Structural Transformation as a Pathway out of Poverty: Analytics, Empirics and Politics.
- WEF. (2014). The Global Competitiveness Report 2014–2015. Geneva: World economic Forum.
- World Bank. (2011). Practitioners' toolkit for agriculture public expenditure analysis. Washington, D.C.: The World Bank